

Yemaya

No. 4

LETTRE DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

AOÛT 2000

Editorial

Ce numéro 4 a sans doute traîné un peu. Vous conviendrez qu'il peut y avoir parfois toutes sortes de bonnes raisons. Nous avons aussi préparé un supplément sur le Canada Atlantique. On y trouvera des articles préparés par des femmes du milieu de la pêche ou par des sympathisants. Cela fait suite au séminaire sur les problèmes de genres (place respective des femmes et des hommes), la mondialisation et la pêche qui s'est tenue à Terre-Neuve, Canada, en mai 2000.

Ces textes montrent que les problèmes auxquels sont confrontées les femmes de ce milieu restent les mêmes, que l'on soit dans un pays du Sud ou dans un pays du Nord. Au Nouveau-Brunswick, une province du Canada, les ouvrières des ateliers et usines de transformation sont toujours en lutte pour obtenir la parité des salaires, en l'an 2000. Même au Canada les femmes qui pratiquent la pêche et les employées d'usines sont mal représentées dans les organisations professionnelles de ce secteur. Elles n'ont guère leur mot à dire dans les processus décisionnels. Et le gouvernement et les divers organismes publics ne reconnaissent toujours pas à sa juste valeur la contribution des femmes à cette activité économique.

Dans les articles de Yemaya n° 4 c'est le même son de cloche. Le texte sur les Pays-Bas, par exemple, nous montre comment les femmes sont en train de se rassembler, pour la première fois. Et pourtant elles tiennent une grande place dans ce secteur.

Pour celles d'entre nous qui militent dans ce domaine, le message est clair. Qu'on soit d'un pays du Nord ou d'un pays du Sud, il faut se rassembler. Il faut agir ensemble sur tous les problèmes qui nous sont communs.

Cela a été le cas au Brésil, en juin 2000. Au cours d'un séminaire organisé par l'ICSF, des travailleuses et des travailleurs de la pêche et des militants venus de diverses régions d'Amérique latine ont eu l'occasion de réfléchir ensemble sur les problèmes de genres dans la pêche et d'élaborer un programme d'action. Le présent numéro consacre un article à cette réunion.

Dans le numéro précédent, il y avait un entretien avec une femme qui travaille auprès des gens de la pêche dans le Pernambuco, un Etat situé dans le nord-est du Brésil. Nous continuons dans la même région en écoutant une autre femme courageuse nous parler de la lutte que mène son groupe pour protéger les belles mangroves d'où les gens tirent leurs moyens d'existence. Dans une autre partie du monde il s'agira également d'une communauté de pêcheurs confrontée au même souci : pouvoir gagner sa vie.

On trouvera ensuite d'autres articles puis le courrier de deux lectrices qui aimeraient lancer dialogues et débats. Il est conseillé de mordre à l'hameçon. Nous serions heureuses de recevoir contributions et commentaires pour le prochain numéro. Envoyez-les avant la fin de novembre 2000.

Pages Intérieures

Brésil	2,3
Cameroun	5
Sri Lanka	6
Inde	7
Europe	8
Pays-Bas	9
Courrier.....	11,12

AMERIQUE LATINE/Brésil

Fière d'être une femme de la pêche

Les femmes doivent garder la tête haute et ne pas abandonner la lutte

Extrait d'un entretien avec Joana Mousinho, présidente de la Colonia d'Itapissuma, au Pernambuco, par M. G. Indu du Centre de documentation de l'ICSF à Chennai, Inde

Je suis née dans la ville d'Itapissuma, d'une famille de pêcheurs. J'ai moi-même commencé à pêcher dès l'âge de huit ans. L'association de femmes avec laquelle je travaille a été lancée en 1975, avec l'appui de l'Eglise. Nous étions très peu nombreuses au début, mais nous savions qu'il fallait se défendre.

Nous n'avions pas de permis de pêche comme les hommes. C'était là surtout notre gros problème. Aujourd'hui les femmes qui pêchent sont titulaires d'un permis officiel. C'est ici, pour la première fois dans tout le Brésil, que l'on a accordé un permis à des femmes. Les autorités reconnaissent officiellement qu'elles exercent le métier de la pêche, comme les hommes.



On m'a élue présente de la colonia. Au début c'était très difficile parce que les hommes estimaient que la place des femmes était derrière le fourneau, ou bien à faire la lessive. Maintenant je suis très contente d'avoir cette responsabilité. Je suis bien acceptée et beaucoup de gens me soutiennent. Je pêche des crevettes, des huîtres, diverses espèces de coquillages. Je suis fière d'exercer ce métier.

Je fais tout ce que je peux pour défendre les droits des pêcheurs et des ramasseurs de coquillages. La colonia a 2 225 membres : 1 000 hommes et 1 225 femmes. Tous sont inscrits à la sécurité sociale. Aujourd'hui nous avons 810 femmes qui ont pratiqué le métier de la pêche et qui bénéficient d'une retraite. Nos femmes ont aussi droit à des indemnités de maternité, à des indemnités de chômage lorsque la pêche à la crevette est fermée. La sécurité sociale marche aussi en cas d'accident ou de décès. Mon avis c'est que, nous les femmes de la pêche, nous avons de gros avantages.

Ce sont surtout les femmes qui versent les cotisations à la colonia, pour elles-mêmes et souvent pour les maris qui sont en retard de paiement.

Ce n'est pas facile de gérer cette colonia de plus de 2 000 adhérents, sans compter ceux qui ne sont pas inscrits mais qui ont évidemment les mêmes problèmes. Ça n'a pas été facile avec tout ce monde, en plus d'aller pêcher, d'être mère et grand-mère.

Auparavant j'étais présidente, élue, de la Fédération des pêcheurs de l'Etat de Pernambuco. Mais cette charge ne me plaisait pas. C'était la première fois qu'il y avait une femme à un tel poste, et c'était très compliqué. Tous les présidents des colonias étaient des hommes. Ça les dérangeait que j'aie à Brasilia pour une réunion au ministère de l'environnement. Pour eux, je n'avais pas à aller là-bas, et de toute façon je n'étais pas capable de me débrouiller.

A l'heure actuelle il y a au moins trois femmes présidentes de colonia au Pernambuco. Il y en a aussi qui sont secrétaires ou trésorières. Tout cela c'est du progrès. De ce point de vue les femmes ont fait un grand pas en avant pour conquérir leurs droits et affirmer les droits des pêcheurs en général au sein du mouvement.

Les femmes ramassent des crabes, des moules et des coquillages qu'elles vont ensuite vendre sur la plage. Elles confectionnent ou réparent des filets. Il leur arrive aussi de donner un coup de main pour réparer une embarcation. Elles participent aux réunions de la colonia et à celles de la collectivité, elles s'occupent des enfants, des hommes, du ménage : cuisine, nettoyage, collecte du bois de feu, lessive. Il leur arrive aussi de faire des lessives pour d'autres personnes afin de gagner un peu plus.

D'ailleurs les femmes font parfois rentrer davantage d'argent que le mari. Elles vont capturer le poisson et des crustacés, ramasser des coquillages, puis elles se chargent elles-mêmes de la vente. Les hommes vont à la pêche avec des bateaux qui ne leur appartiennent pas, avec un équipement qui n'est pas à eux. Il faut bien alors partager la valeur des prises avec le propriétaire. Il ne reste pas grand chose à ramener à la maison. Ce n'est quand même pas le cas pour tout le monde, mais ça arrive. Si tous les pêcheurs possédaient embarcation et filet, ils auraient évidemment plus de sous.

Nous les femmes n'allons pas au large. Notre domaine c'est la mangrove, surtout dans l'estuaire. Le problème c'est qu'ils sont en train de détruire cet environnement avec leurs projets d'élevage de crevette.

La plupart de ces femmes sont des mères célibataires. C'est la mangrove qui leur donne à manger. Sa destruction les touche directement. Elles savent qu'il faut se battre et s'occuper de cette question parce que c'est là leur gagne-pain.

Autre gros problème : la pêche à l'explosif. Quand ça pète c'est tous les poissons autour qui meurent, toutes les espèces. Aujourd'hui il y a moins de poissons qu'avant, sans doute à cause de cette pollution et des explosifs.

Il y a aussi une autre menace qui vient d'ailleurs. Notre population (environ 20 000 habitants) est envahie par les touristes. Nous avons ici le chenal de Santa Monica qui est si joli, et ces forêts de palétuviers. Ça attire beaucoup de touristes. Ils viennent en jet-skis et avec des hors-bord. Souvent ils accrochent nos filets qui sont détruits. Nous avons eu un accident : un de ces bateaux a heurté un pêcheur et son fils de quatorze ans. Tous les deux ont été tués. Le propriétaire n'a pas été poursuivi car il est très riche et puissant. L'affaire est sans suite.

A cause de tout ça nous ne baissons pas la tête : nous luttons maintenant pour affirmer nos droits. Et d'autres personnes apportent leur appui afin que les droits des pêcheurs soient respectés dans notre région.

J'ai un petit-fils de cinq ans. Avant de venir ici j'ai été interviewé par Real Global, une chaîne de télévision, à propos de ces mangroves. Il m'a dit qu'il m'a vu à la télé, et il trouvait ça super. Moi je lui ai dit que ce n'était pas si drôle de passer à la télé à propos d'une bataille.

Ce n'est pas drôle d'avoir à se battre pour obtenir quelque chose. Et j'ai ajouté qu'il valait mieux commencer à se battre très jeune pour récolter plus tard.

J'aimerais dire aux femmes ceci : gardez la tête haute, n'abandonnez pas la lutte. Soyez fortes, réclamez vos droits de travailleuses de la pêche, comme pour les hommes.

AMERIQUE LATINE/ Brésil

La place des femmes dans le secteur de la pêche

Les personnes qui ont participé récemment à un séminaire sur ce thème au Brésil ont estimé qu'il fallait reconnaître à sa juste valeur l'apport des femmes à cette activité économique

Chandrika Sharma, du programme Femmes dans la pêche de l'ICSF

En juin dernier, pendant six jours s'est tenu à Prainha do Canto Verde, un village de pêcheurs situé dans l'Etat du Ceara, un séminaire consacré aux problèmes de genres dans les populations de pêcheurs du littoral d'Amérique latine.

Les objectifs étaient les suivants :

- Exposer les tendances actuelles du développement des pêches, et éveiller l'attention sur les conséquences que cela peut avoir sur l'avenir des communautés de pêcheurs d'Amérique latine.
- Faire en sorte que l'on discerne mieux le rôle des femmes d'Amérique latine dans la pêche et au sein des populations de pêcheurs en général. Quelles stratégies adopter pour qu'elles puissent participer de façon plus concrète aux processus en cours ?
- Faciliter les contacts et les liens entre les diverses organisations de la pêche artisanale latino-américaine et les structures qui leur apporte un appui.

Les trente-six personnes qui ont participé à cette rencontre étaient riches d'expériences variées. Elles venaient du Chili, du Pérou, du Brésil, de l'Equateur, du Mexique. Et il y avait aussi des gens de l'Inde, de la France et de la Belgique.

Les organisations nationales suivantes étaient représentées : Confederacion Nacional de Pescadores

Artesanales de Chile (CONAPACH), Federacion de Integracion y Unificacion de Pescadores (FIUPAP/ Pérou), Movimento Nacional dos Pescadores (MONAPE/Brésil), Federacion Nacional de Cooperativas Pesqueras del Equator (FENACOPEC/ Equateur). Il y avait aussi des délégués d'associations, d'instituts de recherche et d'organismes d'appui du Brésil, du Chili, du Pérou et du Mexique.

On avait tenu à ce qu'il y ait des hommes et des femmes. Car les problèmes de genres cela concerne aussi bien les hommes que les femmes des organisations de pêcheurs, des Ong et autres. Il faut noter que toutes les délégations étaient d'accord là-dessus. Ces structures ont répondu à l'invitation en envoyant des militantes et des militants.

Au cours des discussions il est clairement apparu que la pression sur ces populations littorales s'accroît dans tout le pays et que les menaces sur l'avenir se précisent. On peut voir là aussi une conséquence de la mondialisation et des politiques néolibérales adoptées par les gouvernements de la région.

Telle qu'elle est apparue, l'image qu'on se fait du travail des femmes dans la pêche et au sein des populations de pêcheurs est en soi révélatrice. Sans doute les choses varient-elles d'une culture, d'une région à l'autre, entre les campagnes et les zones urbaines. Il ne faut pas généraliser. Le point commun cependant c'est que le travail des femmes est rarement considéré comme 'productif'. Sa valeur sociale est faible, et on considère habituellement que c'est une simple continuation des tâches domestiques. On attache peu d'importance au travail domestique ou communautaire des femmes. Et cela malgré la grande diversité des tâches accomplies, aussi bien dans la pêche (capture et récolte) qu'au sein de la famille et de la collectivité.

Pourquoi faut-il que les femmes restent invisibles ? Cette question a donné lieu à plusieurs débats intéressants et stimulants. On a parlé de la notion de genres, de ce que cela veut dire, de la façon d'appliquer cet outil d'analyse dans la pratique. Comme on pouvait s'y attendre tout le monde n'était pas du même avis.

Ces débats n'ont pas mené à des conclusions définitives. Mais en général on peut parler d'un certain consensus sur les points suivants:

- Le travail et le rôle des femmes dans la pêche et au sein des populations de pêcheurs ont toujours

été importants, et c'est encore le cas. Mais souvent cet apport reste quasi invisible, notamment parce qu'il est sous-estimé.

- Il faut donc valoriser le travail et la peine des femmes, reconnaître qu'il s'agit d'un élément important de la chaîne de production dans l'entreprise familiale. Cela implique peut-être qu'on procède à une redéfinition de la pêche.
- Les efforts en ce sens devront se situer dans une entreprise plus générale visant à renforcer le mode de vie et l'identité culturelle des communautés littorales, d'une part, et à encourager un plus grand respect mutuel entre hommes et femmes, d'autre part. Il ne s'agit pas de créer des conflits supplémentaires au sein des communautés.
- La participation des femmes aux organisations de pêcheurs ne doit pas être considérée uniquement comme un appui de plus aux thèses et préoccupations des hommes. Les femmes ont leurs propres problèmes, qu'il faut aussi chercher à résoudre. Le rôle des femmes n'est pas simplement complémentaire : c'est un aspect à part entière auquel il faut apporter l'attention requise.

On peut dire qu'en général les personnes présentes se sont montrées réceptives et qu'elles étaient prêtes à mieux tenir compte de ces problèmes de genres dans leur environnement, au sein de leurs organisations.

Notons cependant la réflexion un peu désabusée d'une participante : va-t-on rester au stade des engagements purement verbaux, ce qui ne change pas grand chose sur le terrain ? Car, a-t-elle fait remarquer, certains de ses collègues ont bien ces préoccupations à la bouche, mais lorsqu'ils prennent des responsabilités, ils ne font guère plus de place aux femmes dans l'organisation. Leurs objectifs n'ont rien à voir avec les affaires des femmes. Il faut des actes concrets, car les mots ne suffisent pas ! Dans le même esprit une autre personne a souligné que pour faire davantage participer les femmes il faut aussi créer dans les organisations des espaces de discussion où l'on pourra parler des femmes et de leurs problèmes. Il ne faut pas considérer les femmes comme de simples supporteurs au service des préoccupations de leurs maris.

Les participants se sont engagés à travailler ensemble sur ces questions. Ils ont élaboré un ensemble d'actions à entreprendre et arrêté un calendrier. Ils ont également proposé la création d'une équipe ad hoc, avec des délégués pour chaque pays représenté à cette rencontre, afin d'assurer un suivi des propositions adoptées.

AFRIQUE/Cameroun**S'adapter au changement**

A Kribi les femmes de la pêche diversifient leurs activités

Florence Palla, environmentaliste, membre de l'association Défense de l'environnement au Cameroun (DEC)

Kribi est une localité de pêcheurs active. La société est toujours conforme au modèle ancestral. La pêche artisanale est considérée plus comme une activité traditionnelle exigeant du courage que comme une activité économique. Toute une culture !

Mais depuis quinze ou vingt ans, il y a eu quand même de gros changements. Aujourd'hui les pirogues sont fréquemment équipées d'un moteur hors-bord, ce qui leur permet d'aller plus loin chercher le poisson.

Pour donner une idée, auparavant les femmes allaient pêcher deux fois par jour, mais peu de temps. Aujourd'hui elles y vont une seule fois car il faut aller plus loin, et elles sont en concurrence avec les hommes pour la même ressource. C'est la même situation pour les pêcheurs de Londji. Auparavant ils faisaient des sorties de deux ou trois kilomètres tandis que maintenant ils restent deux ou trois jours en mer, et ils vont à plus de vingt kilomètres. Sur les lieux de pêche il y a des chalutiers qui leur font concurrence, pour les mêmes espèces. Les pêcheurs de Mboua manga vont maintenant jusqu'à quatre-vingt kilomètres, alors qu'auparavant il leur suffisait de faire quatre kilomètres en sortant pour la journée.

Dans ce scénario changeant, les femmes continuent cependant à jouer un rôle essentiel en tant qu'intermédiaires entre le pêcheur et le consommateur. A Kribi peu de femmes vont à la pêche car la capture du poisson est habituellement considérée comme une occupation masculine. Certaines prennent des crevettes avec diverses sortes de pièges, du petit poisson avec des filets à maille serrée, et aussi des petites langoustes au casier.

C'est lorsque les pirogues reviennent vers les sites de débarquement qu'on réalise vraiment la présence des femmes dans la filière. Ce sont elles essentiellement qui achètent le poisson. Sans doute ont-elles des occupations différentes : poissonnières, ménagères, transformatrices, travaillant dans la restauration. Mais

il existe chez elles, plus que chez les hommes, une tendance à réagir avec un esprit de groupe.

L'activité principale des femmes c'est la transformation du poisson, pour conserver les quantités disponibles une fois les besoins de la consommation immédiate satisfaits et pour faire face aux dépenses incontournables du ménage. Le poisson est lavé, salé puis fumé sur un four pendant un ou deux jours. Pour réaliser un bon fumage, il faut beaucoup de savoir-faire.



Cette opération exige pas mal de temps, ce qui en détourne bon nombre de femmes. Elles préfèrent vendre du poisson frais et de la crevette vivante. La crevette c'est la spécialité des femmes des environs des chutes de la Lobé. La crevette est piégée puis gardée en vie dans des bassins confectionnés avec des plaques de métal enfoncées dans la vase. Le gros problème se sont les loutres de mer qui pénètrent souvent dans les bassins pour s'alimenter. Les femmes ont mis au point un système pour essayer de protéger leurs prises de ces prédateurs.

Il est un autre problème, lancinant : les difficultés à obtenir du crédit, en particulier pour la transformation du poisson. Avant d'accorder un crédit, les banques exigent une étude de marché pour vérifier la viabilité de l'entreprise. Ce n'est pas facile parce que le marché est souvent local et qu'elles sont nombreuses à pratiquer ce commerce en se faisant concurrence l'une l'autre.

Pour fumer le poisson il faut des heures. A Kribi il y a seulement un four, qui est un don de la FAO. Il est construit dans la concession du chef de village. Il n'est donc pas facile pour les femmes de faire ce qu'elles veulent. D'autre part, comme elles ne possèdent pas

de boîtes à glace ou de réfrigérateurs, elles doivent en louer chez des fabricants de glace ou d'autres commerçants.

Dans certains secteurs, à Londji par exemple, les femmes ont arrêté de fumer le poisson tout simplement parce que la matière première manque. La vente du poisson frais est prioritaire. Le manque d'occupation pour les femmes est ici mal vécu, car dans certaines familles il y a deux femmes et jusqu'à treize enfants.

Surtout pour pouvoir obtenir plus facilement du crédit, des femmes du secteur urbain de Kribi ont constitué deux GIE (groupements d'intérêt économique) à Adamacam (ethnie Batanga) et à Mabeto (ethnie Mabea). Dans le groupement d'Adamacam les femmes achètent, fument et vendent le poisson tandis que dans le groupement de Mabeto elles pratiquent la pêche à la crevette près des chutes de la Lobé.

L'existence de ces groupements facilite sans doute la répartition des tâches entre leurs membres. Mais les femmes continuent à avoir beaucoup de difficultés dans leurs relations avec les hommes, surtout pour des raisons culturelles. Par exemple, il est jugé inconvenant qu'une femme s'exprime en public. C'est assurément une bonne chose que les femmes se regroupent pour accéder au crédit car il peut dès lors y avoir moins de concurrence au sein d'une même communauté. Mais parfois elles ne sont pas sensibles à cet aspect : l'organisation c'est pour obtenir du crédit. Et c'est dommage. Il est important que les femmes comprennent qu'une meilleure organisation (pas seulement pour le crédit) leur sera profitable sur le long terme.

ASIE/ Sri Lanka

Qui doit s'occuper de ça ?

Les familles de pêcheurs détenus dans des prisons à l'étranger ont bien du mal à survivre

Herman Kumara, coordination nationale de NAFSO (National Fisheries Solidarity), Sri Lanka

Nous aimerions vous parler de la situation des femmes de pêcheurs lorsque le mari se trouve en prison à l'étranger. Ceux qui s'avancent au grand large se font souvent arraisonner quand ils se retrouvent de l'autre côté d'une frontière. Parfois ils l'ont fait sciemment. Mais la plupart du temps ce n'est pas du tout le cas. Il arrive que des bateaux dérivent à la suite d'une panne

de moteur. Mais comme les faits sont avérés, ils sont poursuivis pour violation des frontières maritimes. Et cela veut dire rester en prison entre six mois et deux ans.

Voici l'histoire de W M Lourdes Mourine Fernando, 37 ans, mère de trois enfants d'âge scolaire. Elle habite à Munnakkara, Negombo. Son mari, K Anthony Joseph Ironius Fernando, est en prison depuis plus de six mois. Il est membre d'équipage, rémunéré à la part, sur un bateau qui fait des marées de plusieurs jours et qui appartient à un mudalali, c'est-à-dire un homme d'affaires, de Negombo également. Le bateau, parti en mer le 30 janvier dernier, a été arrêté sur la limite des eaux territoriales indiennes le 12 février. Ils attendent toujours leur libération.



À la maison la situation continue de s'aggraver. Mourine doit nourrir ses enfants et les envoyer à l'école. Même avec un salaire moyen c'est déjà assez difficile, compte tenu de la situation économique actuelle et de l'inflation. Pendant environ un mois la mère et la belle-mère de Mourine ont bien aidé un peu à tenir le ménage. Mais comme toutes les familles ont des problèmes, ce n'était pas facile. L'armateur leur a donné 1 000 roupies (= 14 dollars) pour deux mois. Mais depuis quatre mois il n'y a rien.

Le mudalali dit : "Nous non plus nous ne pouvons rien. Quand le bateau et l'équipage sont bloqués, il n'y a pas d'argent qui rentre. Comment peut-on à la fois rembourser les prêts et nourrir les cinq familles de nos matelots ?"

Déterminée à scolariser ses enfants, Mourine décide de chercher du travail et se met à faire du repassage

dans une laverie. Elle reçoit 100 roupies par jour, avec les repas. C'est très peu, et ce n'est pas facile de survivre. Et tout ce temps, pas de bonne nouvelle du mari. Personne pour aider.

“Ils ne sont pas organisés, ils n'ont pas envie de s'organiser. Les pêcheurs ne pensent pas à l'avenir. Ça ne les intéresse pas quand nous essayons de créer un syndicat. Alors quand ils se retrouvent dans une situation difficile, il n'y a personne pour les aider”. C'est un syndicaliste qui parle. “ Ceci dit, nous allons voir ce que nous pouvons faire pour les sortir de prison”.

Et voici ce que le ministre des pêches a déclaré aux représentants des familles des marins détenus et à des armateurs lors d'un rendez-vous : “Ces pêcheurs sont allés voler du poisson dans des eaux étrangères. Nous n'avons pas à intervenir dans cette affaire. Ne revenez pas me voir avec ce problème !” Quand ils sont pourtant revenus une seconde fois, l'entrée principale du ministère est restée fermée pour eux.

Alors que faut-il faire ? Il n'y a aucune assistance aux familles, aucune démarche pour tenter d'obtenir la libération des prisonniers. Cette situation concerne 135 marins et plus de 25 bateaux.

Avec 300 autres personnes, Mourine a commencé à manifester contre les responsables politiques. “Vous avez encouragé la pêche au grand large. Vous avez fait venir la haute technologie, et vous continuez à le faire alors que ce n'est pas adapté à nos zones de pêche. Nos gens courent après le poisson, et ils passent la frontière et ils se font prendre. Ceux qui ont poussé au développement de la pêche au grand large feraient bien de s'occuper de ce problème maintenant”. La NAFSO réclame l'intervention du ministère des pêches pour aider à la libération des prisonniers.

On a également demandé au Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF) d'intervenir. Thomas Kocherry, son coordinateur, qui s'est joint au mouvement populaire au Sri Lanka, pose des questions : “Avec la mondialisation, le capital circule librement partout . Ce n'est pas le cas pour les travailleurs. Pour les gens il faut des passeports et des visas. Aux investisseurs on accorde passeports et visas pour venir surexploiter nos ressources. Les pauvres gens qui cherchent seulement à survivre par la pêche, on ne leur accorde pas ces faveurs. Comment voulez-vous qu'ils repèrent les limites nationales en pleine mer ? Y a-t-il là des bornes frontalières ?”

Le nombre des femmes confrontées à la situation de Mourine augmente, mais ce n'est pas le seul problème. Tous ceux qui dépendent des ressources halieutiques sont concernés. Il faudra un effort collectif pour trouver des solutions. C'est aux responsables politiques de prendre des initiatives. Mais cela va sûrement prendre beaucoup de temps.

Mourine et les autres qui sont dans la même situation ont besoin d'une action immédiate. Elles ne peuvent pas continuer à vivre ainsi. Mourine a milité au premier rang parmi les femmes, organisant des groupes de prière, participant à des manifestations devant le ministère pour hâter la libération des prisonniers. Ce qu'elles demandent est clair :

- Libération de tous les pêcheurs détenus à l'étranger ;
- Elaboration d'un accord raisonnable pour l'exploitation des ressources halieutiques dans l'Océan Indien.

ASIE/ Inde

Ca n'amuse pas tout le monde

Les communautés de pêcheurs qui vivent près d'un des plus grands parcs d'attraction du pays ont bien des raisons de se plaindre

D'après les renseignements fournis pas Sushila Cordozo de Stree Shakti Sadan, à Mumbai (anciennement Bombay), membre du National Fishworkers' Forum (NFF)

Au cours des derniers mois, quelque 50 000 personnes appartenant aux communautés de pêcheurs traditionnels de Gorai, Culvem et Manori, à Mumbai, ont essayé d'attirer l'attention des autorités, des media et du public sur le développement de leur voisinage. Ce développement, tel qu'il est conçu, a des répercussions négatives non seulement sur leurs moyens d'existence mais aussi sur l'écosystème productif mais fragile qui les fournit. Les femmes ont été au premier rang de la lutte collective.

Il y a six ans s'est construit à côté le premier et le plus grand parc d'attraction du pays, Essel World, qui occupe 26 hectares. Il appartient à un puissant groupe industriel, et avec 10 000 visiteurs par jour c'est un gros succès. Quelles conséquences pour ces populations ? Plusieurs, disent les intéressés. Les visiteurs traversent la crique sur des navettes appartenant au parc. Elles ont déjà

abîmé des bateaux et des filets de pêcheurs dans cet endroit. Le parc a besoin d'environ 2 000 000 de litres d'eau tous les jours, qui sont pompés dans la nappe phréatique. Le niveau baisse et il y a des infiltrations d'eau saumâtre. Le parc et ses visiteurs produisent une énorme quantité de déchets qui sont déversés dans la mer à côté. Cela se répercute sur l'état de la ressource.



Ce parc 'haut de gamme' dispose de tous les aménagements alors que les populations de pêcheurs tout à côté, qui font pourtant partie de la Communauté urbaine de Mumbai, manque de tout : adduction d'eau potable, fourniture régulière d'électricité, services de santé, écoles...

Il est maintenant question d'agrandir le parc. En mai 1997 l'ancien gouvernement de l'Etat du Maharashtra décide de lui réserver 283 hectares. Or il s'agit d'une zone de mangrove, dont l'utilité pour une mégapole surpeuplée et polluée comme Mumbai n'est pas à démontrer. De toute façon cette attribution est faite en violation de la Loi de 1991 sur la protection du littoral, qui s'applique évidemment au type d'environnement dont il est question.

Depuis que cette décision a été prise, la mangrove est systématiquement détruite. En avril 1998, on a construit illégalement, de nuit, un barrage de 1 500 mètres qui a brisé le jeu naturel des marées et qui empêche les petites embarcations des pêcheurs d'aller et venir. Sous l'effet de cette construction et de l'usage intempestif de produits chimiques les palétuviers ont péri sur près de la moitié du secteur réservé au parc. Malgré les ordres du Collector (= préfet) le barrage n'a toujours pas été

détruit pour rétablir le jeu des marées. En avril-mai 2000 on a essayé de construire un petit barrage en plus. Mais cette tentative a échoué car la population locale a manifesté son mécontentement et le Chief minister du Maharashtra a donné l'ordre de suspendre l'opération.

Les habitants ont entrepris une série d'actions pour que justice soit rendue. Ils ont formé un comité de défense qui réclame la protection et la réhabilitation de la mangrove. Ils veulent que soit reconnu aux communautés de pêcheurs le droit de vivre dignement de l'exploitation des ressources halieutiques de cette partie du littoral, comme l'ont fait leurs ancêtres. Ils s'interrogent sur le sens du 'développement' dont ils sont témoins. Et ils se sont lancés dans une série de manifestations non violentes, en portant aussi l'affaire devant les tribunaux.

Pour gagner encore plus d'argent les riches peuvent se permettre de déplacer des populations, de détruire un environnement où la majorité de ces gens trouvent de quoi vivre. Le patrimoine naturel est détruit, et on veut forcer les pêcheurs à aller voir ailleurs!

EUROPE/ Commission européenne

Un premier pas de fait sur le Chemin de Damas

En participant au Comité consultatif Pêche et Aquaculture on a la possibilité de s'informer sur les politiques et les pratiques de l'Union européenne

Béatrice Gorez, coordinatrice de la Coalition pour des accords de pêche équitables (CAPE), Bruxelles, et observatrice pour les Ong dans cette structure

L'Union européenne a un système de comités consultatifs sur ses politiques sectorielles. Au sein du Comité Pêche et Aquaculture sont surtout représentés les intérêts des gros industriels.

Il y a deux mois, à la suite de négociations avec des Ong environnementalistes et de développement de l'Union européenne (ICSF, WWF, Eurostep, Seas at Risk, Greenpeace, CAPE notamment), un représentant de la pêche artisanale est également assis à la table. Et c'est une femme, qui plus est, ce qui ne va pas sans intriguer et amuser ce cénacle essentiellement

masculin. Il s'agit de Danièle Le Sauce, française, femme de pêcheur artisan.

Ce n'est pas parce qu'on fait partie de ce comité, dominé par le secteur industriel, qu'il sera possible d'influencer à court terme la politique des pêches de l'UE. Mais c'est quand même un moyen d'obtenir sur les politiques et les pratiques de l'UE des informations importantes qui ne parviennent pas ordinairement jusqu'aux populations de pêcheurs, dans les pays du Sud tout comme en Europe. Et pourtant elles concernent la vie de ces gens. Cette présence permet aussi de faire entendre un autre son de cloche au sein de ce comité où l'on entend surtout l'harmonieux concerto de la pêche industrielle. Quand on exprime publiquement des réserves sur les conséquences fâcheuses de la politique actuelle des pêches de l'UE sur les communautés de pêcheurs du Sud et du Nord, on malmène évidemment l'image gratifiante que propose d'elle-même urbi et orbi l'Union européenne, cette `entité qui pratique une pêche responsable`.

La principale préoccupation de Danièle Le Sauce c'est de promouvoir la notion de `communauté de petits pêcheurs`, qui ne se retrouve guère dans la politique des pêches, la législation ou l'administration de l'UE. On préfère classer (et diviser) les populations de pêcheurs en organisations de producteurs, coopératives, pêcheurs et autres, en marginalisant ce faisant les femmes.

Fin juin, la Commission (c'est-à-dire l'Administration) européenne a organisé une rencontre Parlement européen et Comité consultatif Pêche et Aquaculture sur le thème `Gestion durable des pêches`. La communication de Danièle Le Sauce portait sur le rôle des femmes de la petite pêche artisanale dans la gestion des ressources halieutiques. La réaction de la Commission européenne a été de dire : "S'il vous plaît, Madame, restez dans le sujet". Des parlementaires ont cependant exprimé leur intérêt, et il y a eu un petit débat. Nous avons appris depuis que l'UE diligentera une étude sur `le rôle des femmes dans la pêche`. Disons qu'un premier pas a été fait pour changer le comportement et les mentalités des gens. Mais sur le tableau de bord des problèmes de genres, tous les indicateurs sont formels : le chemin sera montant, dur et cahoteux.

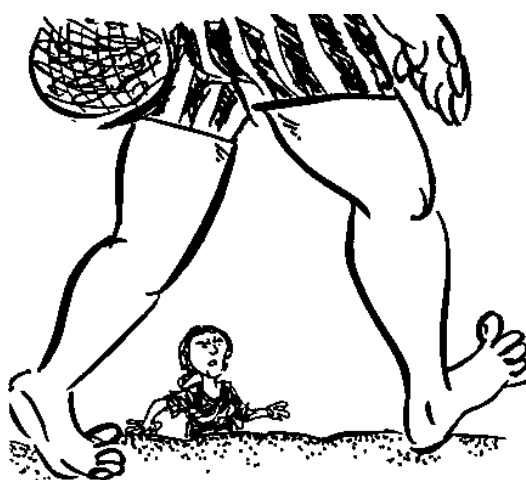
EUROPE/ Pays-Bas

Elles s'expriment, elles sont indépendantes, elles restent invisibles

Les femmes de pêcheurs voudraient participer à la vie des organisations professionnelles, mais les obstacles sont nombreux

Cornélie Quist, membre de l'ICSE, représentante de Women in Fisheries Network aux Pays-Bas

Dans les familles de pêcheurs les femmes (épouses) ne sont pas membres des organisations professionnelles, malgré tout ce qu'elles apportent à l'entreprise. L'une des raisons c'est que pour être membre il faut être propriétaire d'un bateau, et ce sont essentiellement les hommes qui possèdent officiellement le bateau. Autre raison : les femmes pensent que ces organismes sont la chasse gardée des hommes, et elles s'y sentiraient mal à l'aise. C'est ce que font apparaître les conclusions d'une étude (1999) diligentée par la section recherche du ministère de l'agriculture et de la pêche sur les besoins et les aspirations des femmes de pêcheurs. Dans le cadre de cette enquête une réunion de femmes de pêcheurs a été organisée afin qu'elles puissent faire part de leurs réactions et exprimer leurs points de vue.



Il y a eu beaucoup de monde. Environ 60 pour cent des femmes du secteur artisanal (`kotter`) avaient répondu à l'enquête et 50 pour cent d'entre elles étaient venues à la réunion. Comme l'enquête portait

uniquement sur les épouses de patrons pêcheurs, la plupart des participants venaient en cette qualité. Il n'y avait qu'un petit nombre de femmes de co-propriétaires et de simples matelots.

Presque toutes les participantes ont indiqué qu'elles étaient impliquées dans la marche de l'entreprise, mais essentiellement à terre, pour la paperasse, la comptabilité, la banque, la criée, sans oublier le nettoyage et l'achat de provisions. Très peu de femmes vont en mer. Pour un petit bateau la femme consacre plus de temps à l'entreprise que lorsque le bateau est plus gros.

D'autre part, près de 60 pour cent des femmes participent aux décisions concernant l'investissement, les finances et la main-d'œuvre de l'entreprise. Elles disent qu'elles consacrent du temps à tout cela surtout parce que ça les intéresse, parce qu'elles aiment ça. Autre raison invoquée, valable en particulier pour la petite entreprise familiale : cela permet d'économiser pas mal d'argent.

S'il est clair que les femmes participent à l'entreprise de pêche, elles n'en restent pas moins invisibles dans les 'papiers officiels' (pas de salaire, pas d'assurance) et dans les organisations professionnelles. La grande majorité d'entre elles ont déclaré être intéressées par les politiques des pêches ; mais bien peu ont accompagné leur mari à des réunions professionnelles. Cette non-participation des femmes à la vie des organisations professionnelles est finalement devenue le sujet de discussion central de cette réunion.

Et elles ne sont pas restées sur leur réserve : elles faisaient la queue près du micro car elles avaient toutes quelque chose à dire. J'ai noté que les réactions variaient nettement suivant l'âge et la région d'origine. Les plus âgées et celles qui venaient d'un milieu (protestant) plus conservateur laissaient entendre qu'elles étaient satisfaites de la façon dont les hommes faisaient fonctionner l'organisation, et elles ne voyaient pas pourquoi des femmes devaient en faire partie. Elles étaient contentes de leur statut non officiel et estimaient qu'elles avaient déjà assez d'influence en participant aux décisions relatives aux aspects financiers de l'entreprise. Elles pensaient que l'organisation professionnelle avait une grande importance sociale pour les hommes, que leur vie sociale était passablement réduite du fait de leurs longues sorties en mer, que leurs hommes se sentaient sans doute mieux quand il n'y avait pas de femmes autour.

Les femmes plus jeunes ont fait clairement savoir qu'elles aimeraient participer à la vie de l'organisation professionnelle, devenir membre, pour la bonne raison qu'elles se sentaient vraiment partie prenante de l'entreprise familiale et donc très intéressées par les politiques des pêches. Elles voulaient aussi participer afin de progresser sur le plan personnel. Certaines avaient déjà assisté à des réunions locales. Mais toutes les femmes étaient d'accord pour dire qu'il n'était pas facile à une femme d'entrer dans ces structures qui passent pour des forteresses masculines.

Elles ont dit que leurs maris n'aimaient pas les voir participer aux réunions parce qu'ils les estimaient généralement 'trop critiques', ce qui les mettait dans une situation embarrassante vis à vis des autres hommes. Ils n'aimaient pas voir leur épouse parmi le petit lot de femmes présentes à cause du qu'en- dirait-on. Une femme a raconté qu'elle était la seule à participer à l'organisation professionnelle de son mari. Au début les hommes la regardaient d'un drôle d'air. Alors elle a compris qu'elle devait bien connaître son affaire parce qu'à la moindre erreur de sa part les hommes n'allaient pas se gêner pour ricaner. Les hommes ont fini par s'habituer à sa présence, et maintenant ils respectent son opinion. Une autre femme a dit qu'au début elle ne comprenait pas bien tous les aspects techniques abordés lors des réunions. Du coup elle a cherché à lire, à se renseigner. Maintenant elle participe à part entière aux débats.

Comment faire pour que les femmes participent davantage à ces organismes ? Elles ont d'abord posé des questions au président de l'Union des pêcheurs néerlandais qui avait été invité à la réunion. Pourquoi les invitations étaient-elles adressées uniquement aux hommes ? A cause de cela, les femmes avaient l'impression qu'on n'avait pas envie de les voir. Il a répondu qu'il n'avait jamais été décidé d'inviter les hommes seulement. Les choses étaient ainsi parce que pour être adhérent il faut être patron pêcheur et que ce sont essentiellement les hommes qui possèdent le bateau. Il a aussitôt promis que la prochaine fois l'invitation à participer à une réunion sera adressée à la fois à Monsieur et à Madame.

Certains des hommes présents ont suggéré qu'il faudrait dans un premier temps impliquer les femmes dans les structures professionnelles locales. Mais toutes les femmes n'étaient pas d'accord. L'une d'entre elles a dit qu'elle assistait à toutes les réunions nationales parce que c'était là qu'on parlait des choses importantes. A

se limiter aux structures locales, elles n'arriveraient jamais à avoir un poste de responsabilité.

Une autre suggestion a été faite : créer une structure féminine au sein du syndicat national. Mais il n'y a pas eu assez de personnes à l'appuyer. Les femmes craignaient qu'avec cette façon de faire elles ne soient pas prises au sérieux par le syndicat. Finalement il a quand même été décidé de démarrer un réseau informel pour explorer les possibilités et les stratégies. Un groupe de femmes s'est porté volontaire pour assurer les contacts.

Le président de l'Union des pêcheurs néerlandais a tenu parole. La réunion nationale suivante de l'organisation professionnelle a vu arriver bon nombre de femmes. A la fin du mois de juin, les quinze personnes du groupe de contact de Women in Fisheries Network des Pays-Bas ont tenu leur première réunion dans le village de pêcheurs de Urk. Les femmes sont venues de tous les coins du pays et représentaient divers segments de la pêche, mais surtout la petite pêche (crevettiers). Il y avait aussi des femmes de matelots.



Le débat était à nouveau très animé. J'ai fait part de ma surprise à les voir si expressives, si indépendantes alors qu'elles restent largement invisibles. Elles ont dit que cela c'était largement de leur faute parce qu'elles n'avaient rien fait jusqu'à présent afin de changer les choses. Il y a sans doute chez les femmes des intérêts divers et peut-être divergeants, mais elles ont réussi à définir des objectifs communs, en tout premier lieu essayer de faire reconnaître le rôle des femmes dans la pêche, auprès des autorités et dans la société en général. Je ne peux pas vous en dire plus car il nous faut discuter plus avant à propos de stratégie. La prochaine réunion aura lieu en septembre. Je vous tiendrai informées.

COURRIER/ Inde

Chères lectrices,

La lecture de Yemaya n° 3 s'est avérée très intéressante, et j'aimerais vous faire part de mes réflexions. Tout d'abord ce Katosi Women's Fishing Group. Félicitations pour votre militantisme, Margaret Nakato, et votre sens de l'organisation. Il est bien d'avoir de l'ambition pour le groupe, penser à exporter, faire de la valeur ajoutée. Mais j'aimerais vous dire de faire attention à d'éventuels 'effets secondaires' qui pourraient se manifester lorsque vous essayerez de concrétiser ces projets.

D'après ce que vous dites, du fait que vous pêchez avec 'un équipement limité' et livrez à des bateaux congélateurs, vous rationalisez les captures. Les petites captures sont synonymes de plus d'emplois pour les femmes, de décentralisation et d'exploitation durable de la ressource.

Lorsque votre coopérative se lancera dans la transformation et l'exportation, les économies d'échelle vont entrer en jeu. Très vite vous verrez que vous allez pousser vos adhérentes à produire plus pour faire tourner votre atelier. Il faut donc bien réfléchir avant. Quelles techniques de transformation, quelle infrastructure allez-vous adopter, quelles seront les conséquences pour l'emploi, quid de la décentralisation, comment continuer à répondre aux besoins de la consommation locale ? D'autre part, les marchés à l'exportation fluctuent constamment : comment la coopérative va-t-elle s'adapter à cette réalité ?

Sans doute est-il bon que les femmes voient aussi les choses en grand. Il ne faudrait pas pour autant tomber dans le piège de la logique actuelle qui réclame centralisation et haute technologie. Il doit bien y avoir des moyens à la fois moins coûteux et plus appropriés pour progresser. Je pense que vous réfléchirez à cet aspect des choses et, avant de vous lancer, que vous prendrez l'avis d'autres groupes qui ont déjà fait l'expérience de solutions originales.

L'article de Cornélie sur la vie des anciennes de la pêche à Zontkamp montre que la modernisation de la pêche en Europe et la marginalisation des femmes n'est pas un phénomène si éloigné dans le temps. L'amenuisement de la ressource a été très rapide, trois ou quatre décennies. Comme la mémoire des gens est courte ! Ce qui nous fait croire que tout ce changement est inévitable. Et ça nous empêche de résister, et c'est ainsi que les partisans du soi-disant progrès sont toujours gagnants.

Nalini Nayak, membre de l'ICSF

COURRIER/ Pays-Bas

Chères lectrices,

Merci à toutes celles qui ont bien voulu envoyer des articles pour ce bulletin. Je pense que Yemaya reflète bien ce qui se passe à la base, du point de vue des femmes. J'espère qu'elles seront de plus en plus nombreuses à faire part de leurs expériences.

Yemaya constitue un excellent moyen de partager son vécu et de s'enrichir mutuellement. J'aimerais donc vous soumettre une requête. Je suis très intéressée par l'évolution du rôle des femmes dans la pêche. J'ai été en contact avec des communautés de pêcheurs dans plusieurs parties du monde. Et j'ai pu constater que partout le rôle qu'elles ont tenu jusque-là est en voie de marginalisation.

En Afrique de l'Ouest leur contribution est toujours essentielle dans ce secteur. Ailleurs, en Europe par exemple, elles occupent une place marginale, presque invisible. Mais j'ai également observé que lorsqu'elles peuvent participer activement à la vie des organisations de pêcheurs, elles réussissent malgré tout à consolider leur position.

J'aimerais demander aux lectrices de Yemaya de préparer un texte sur le thème suivant : dans le secteur de la pêche, quelle a été l'évolution du rôle des femmes dans votre pays ou votre région. Quels ont été les facteurs de son affaiblissement ? Il ne s'agit pas de faire un travail de spécialiste, il ne s'agit pas de parler d'idées générales mais au contraire d'expériences concrètes. Par exemple la vie d'une ancienne et d'une jeune pour montrer les changements qui se produisent en une génération. J'aimerais aussi des textes sur l'expérience des femmes dans les organisations de pêcheurs, les obstacles auxquels elles ont été confrontées, les profits qu'elles en ont tiré.

Au plaisir de vous lire prochainement

Cornélie Quist
Membre de l'ICSF

YEMAYA

Lettre de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par le

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche
27 College Road, Chennai 600 006
Inde
tél : 91 44 827 5303
fax : 91 44 825 4457
e.mail : icsf@vsnl.com

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des 'tranches de vie' racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.